

# Autorisation du clergé affectataire

## Pour l'utilisation d'une église communale par un tiers organisateur<sup>1</sup>

(Association, organisateur de concert etc. ...)

Nom de l'église : Saint Jacques  
située à : CORBAS

Nom du tiers-organisateur : Ville de Corbas / Ecole de Musique  
Représenté par (nom et prénom) : M/Mme ALAIN VIOLLET Maire de Corbas  
Adresse : Place Charles Jocteur 69960 Corbas  
Téléphone : 0472 51 77 01  
(Ci-après désigné par « le preneur »)

### Dates et horaires de la manifestation:

Du 16 / 12 / 2024 à 20 h, pour 130 heures (durée)

Au ..... / ..... / ..... à ..... h, pour ..... heures (durée)

### Dates et horaires pour les répétitions et installations

Le ..... / ..... / ..... à ..... h, pour ..... heures (durée)

Nombre d'exécutants (chanteurs, choristes, musiciens etc....) : 30 Musiciens

Nom de la manifestation : Concert de fin d'année

Descriptif sommaire de la manifestation (joindre programme des œuvres)

Petites Formations et ensemble de l'école Municipale de Musique de Corbas

Estimation du public attendu : 120 personnes.

Rappel du nombre de personnes maximum autorisé par la Commission de Sécurité : .....

N° police d'assurance : 04 72 21  
Nom et adresse de l'assureur : SMACT 141 a.s. Attendu  
(Joindre police et quittance d'assurance) 79003 NIORT cedex

Utilisation de l'orgue souhaitée  OUI  NON

Dans l'affirmative, modalités d'accès et d'utilisation de l'orgue : .....

<sup>1</sup> Le tiers organisateur est toute personne juridique distincte de l'affectataire comme une association loi 1901 ou la Commune.



.....  
.....  
.....  
.....

Montant de la participation aux frais (chauffage, électricité, nettoyage) : ..... **À titre gratuit**

Montant de la caution pour remise en état des lieux après la manifestation : .....

Redevance domaniale<sup>2</sup> (montant et clé de répartition entre l'affectataire et la Commune)- voir article 6 ci-dessous - :

.....  
.....  
.....

Accès à l'édifice pour la manifestation et modalités de remise des clés si besoin:

**En accord avec Mme Collin** .....

Travaux d'aménagement envisagés (article 3 ci-dessous)  OUI  NON

Descriptif des travaux d'aménagement acceptés (voir article 3 ci-dessous) par la Commune et l'affectataire:

.....  
.....  
.....

**Article 1. Utilisation**

L'utilisation est consentie au preneur pour une manifestation donnée et nommément désignée ci-dessus.

Le tiers-organisateur s'engage à ce que la manifestation projetée ne porte pas atteinte à la dignité du lieu de culte mis à sa disposition, et reconnaît avoir pris connaissance à cet effet des dispositions des articles 3 à 7 du protocole d'accord signé avec la Commune et reproduits en annexe de la présente autorisation.

<sup>2</sup> N'utiliser ce paragraphe que dans l'hypothèse ponctuelle, voire exceptionnelle du versement de la redevance domaniale prévue par l'article L 2124-31 du CGPPP

## ANNEXE DE L'AUTORISATION (Articles 3 à 7 du protocole d'accord signé entre la Commune et l'affectataire)

### Article 3 — Sécurité et Responsabilité du déroulement de la manifestation

Ces manifestations ou activités culturelles se dérouleront **sous la responsabilité de l'organisateur**, tant en ce qui concerne la police de l'assemblée, que l'organisation de l'activité pratiquée, de telle manière qu'aucune charge autre que celles qui lui incombent normalement du fait de l'affectation culturelle de l'édifice ne puisse rester à la charge de l'affectataire.

La Commune propriétaire organisera le passage préalable de la **Commission de Sécurité** selon la procédure habituelle. Le nombre de participants à la manifestation ne devra pas être supérieur au nombre autorisé par ladite commission, l'organisateur s'y engageant expressément dans le document intitulé « Autorisation » annexé ci-après. Il tiendra compte s'il y a lieu des prescriptions réglementaires spécifiques en matière de salles de spectacles. Aucune issue ne sera fermée, aucun passage à l'intérieur ne sera obstrué.

### Article 4 — Respect des lieux.

**L'organisateur devra s'engager à ce que les manifestations projetées ne soient, en aucun cas, susceptibles de porter atteinte à la dignité des lieux et à leur affectation culturelle, ou de nature à compromettre ou à empêcher l'exercice du culte.**

**- Il devra soumettre à l'affectataire l'ensemble des textes, œuvres musicales et plastiques qu'il souhaite interpréter ou exposer**, afin de lui permettre d'apprécier la compatibilité de la manifestation avec l'affectation culturelle de l'édifice.

**- Il devra s'engager à faire respecter les lieux où sont célébrés les mystères chrétiens**, spécifiquement l'autel, le tabernacle, le siège de présidence et l'ambon, le baptistère. En particulier, il veillera à ce que rien ne soit posé sur l'autel. Le curé affectataire ou son délégué retirera les objets habituels du culte et, à son seul jugement, transférera le Saint Sacrement dans un autre endroit approprié. Le mobilier religieux ne sera jamais déplacé sans accord de l'affectataire.

### Article 5 — Travaux et aménagements

Les travaux et aménagements éventuellement nécessaires pour permettre la tenue de manifestations ou activités culturelles ou assurer leur sécurité sont à la charge du propriétaire de l'édifice. L'affectataire doit en être averti à l'avance, et pourra s'opposer à leur réalisation si ces travaux sont de nature à compromettre ou à rendre plus difficile l'exercice du culte, ou à dénaturer le caractère de l'Eglise. Toutefois, si les travaux d'aménagements sont spécifiques à une manifestation donnée, ils seront à la charge de l'organisateur conformément aux dispositions du document intitulé « Autorisation » ci-après annexé.

### Article 6 — Aspects financiers divers

La Commune propriétaire et l'affectataire peuvent décider d'un commun accord que la manifestation ou l'activité projetée donnera lieu au versement d'une **redevance domaniale**<sup>5</sup> au sens de l'article L 2124-31 du code général de la propriété des personnes publiques. Son montant et les modalités de partage<sup>6</sup> entre la Commune et l'Affectataire seront précisés dans le document intitulé « Autorisation » annexé ci-après. Dans le cas où la manifestation est organisée par un tiers-organisateur, celui-ci sera avisé du montant qu'il devra verser à ce titre.

<sup>5</sup> N'utiliser ce paragraphe que dans l'hypothèse ponctuelle, voir exceptionnelle du versement de la redevance domaniale prévue à l'article L 2124-31 du CGPPP.

<sup>6</sup> Il est tout à fait possible de prévoir que la redevance domaniale sera versée dans son intégralité à la Commune propriétaire

Dans ce même cas, **une caution** dont le montant sera fixé dans le document intitulé « Autorisation » pourra être adressée au curé affectataire en même temps que la police et la quittance d'assurance. Elle sera rendue après constat de la remise en ordre des lieux au terme de la manifestation, ou retenue en partie ou en totalité.

Enfin, l'organisateur versera au curé affectataire, à l'issue de la manifestation, **une participation aux frais** (chauffage, électricité et entretien) fixée à l'avance entre les parties dans le document intitulé « Autorisation ».

#### **Article 7 — Assurances et autres autorisations**

Par l'approbation du document intitulé « Autorisation » ci-après annexé, l'organisateur s'engagera à **souscrire les assurances nécessaires**, et le cas échéant obtenir les autres autorisations et effectuer les formalités requises, **notamment en ce qui concerne les droits d'auteurs et droits voisins.**

## **Article 2. Responsabilité — Sécurité**

Le tiers-organisateur s'engage envers la Commune propriétaire de l'église, les tiers, les services départementaux de sécurité et d'incendie et de secours, les services de gendarmerie ou de police, à assumer l'entière responsabilité de la manifestation qu'il organise.

Il s'engage notamment à respecter le nombre maximum de participants autorisé par la Commission de Sécurité.

Selon la nature de la manifestation et notamment en cas de rassemblement en soirée, la mise en place d'un service d'ordre adapté à l'événement sera à la charge du tiers-organisateur. Il assurera également l'entière responsabilité des accès à l'édifice du culte. Par ailleurs, il lui appartiendra d'assumer le gardiennage et la surveillance de l'édifice et de son mobilier religieux pendant toute la durée de mise à disposition.

## **Article 3. Conditions d'utilisation, travaux d'aménagement et Nettoyage**

Il est interdit de déplacer le mobilier religieux sans l'accord de l'affectataire.

De même, il est interdit de percer, visser, clouer, sceller dans les structures porteuses ou non.

Tous les travaux éventuels d'aménagement devront faire l'objet d'un accord préalable de la commune propriétaire ainsi que de l'affectataire.

En cas d'acceptation, ces travaux seront réalisés aux frais du tiers organisateur, la remise en l'état initial sera également à sa charge intégrale.

**Nettoyage:** A l'issue la manifestation et au plus tard dans les 24 heures qui suivront, il appartiendra au tiers-organisateur de procéder, le cas échéant, au nettoyage des lieux et de les remettre en l'état de propreté initial.

## **Article 4. Assurance**

L'édifice mis à disposition est couvert contre les risques incendie et autres dommages par la Commune.

Le preneur a l'obligation de souscrire une police d'assurance couvrant la manifestation garantissant d'une part sa responsabilité civile ainsi que celle des participants et d'autre part garantissant les dommages aux biens propres.

**L'autorisation est conditionnée par la fourniture de la police d'assurance et de la quittance.**

## **Article 5. Droits d'auteurs**

Le preneur s'engage à effectuer les formalités requises, notamment en ce qui concerne le règlement des droits d'auteurs et droits voisins

**Article 6 : Aspects financiers autres que la caution et les remboursements de frais**


Si la Commune propriétaire et l'affectataire ont décidé d'un commun accord que la manifestation ou l'activité projetée donnerait lieu au versement d'une redevance domaniale<sup>3</sup> au sens de l'article L 2124-31 du code général de la propriété des personnes publiques, devront alors être précisés ci-dessus le montant de ladite redevance ainsi que les modalités de partage<sup>4</sup> entre la Commune et l'Affectataire. Le tiers-organisateur est avisé du montant qu'il devra verser à ce titre.

Je.....soussigné(e),

M/Mme **ALAIN VIOLLET**.....

Représentant **Maire de CORBAS**.....tiers organisateur, déclare accepter sans réserve les modalités de la présente autorisation ainsi que les dispositions du protocole signé entre la Commune et l'affectataire reproduites ci-après en annexe, ensemble auquel il entend se soumettre.

Fait à .....le ....., en triple exemplaires

Engagement du preneur, tiers-organisateur (signature précédée de la mention « Lu et approuvé »)	Accord de l'affectataire, après consultation de la commission diocésaine d'art sacré	Accord de la Commune, propriétaire de l'Eglise
		

PJ : annexe reproduisant les articles 3 à 7 du protocole d'accord signé entre l'affectataire et la Commune

<sup>3</sup> N'utiliser ce paragraphe que dans l'hypothèse ponctuelle, voir exceptionnelle du versement de la redevance domaniale prévue à l'article L 2124-31 du CGPPP.

<sup>4</sup> Il est tout à fait possible de prévoir que la redevance domaniale sera versée dans son intégralité à la Commune propriétaire.